

## **Orientation : « Prendre la mesure de la complexité du transfert » – Yvan Souleliac (directeurs de CIO)**

Par A. Vovard - Publié le 13/12/2012 - dans : [France](#)

Yvan Souleliac, président de l'Association nationale des directeurs de centres d'information et d'orientation (ANDCIO), expose pour La Gazette les raisons pour lesquelles le volet "orientation" de l'avant-projet de loi de décentralisation lui paraît incomplet.

### **Pourquoi le projet de transfert aux régions des centres d'information et d'orientation (CIO) éveille-t-il votre inquiétude ?**

[L'avant-projet de loi de décentralisation](#) occulte un certain nombre d'aspects. Le CIO est certes un lieu d'accueil, mais nous menons aussi des actions de formation auprès des enseignants, des éducateurs, des associations, etc. C'est aussi là que s'organisent le suivi et l'aide aux décrocheurs, et nous sommes chargés de l'observation et de l'animation du bassin d'éducation et de formation.

Les textes qui nous sont proposés n'envisagent pas ce transfert dans toute sa complexité. Le CIO n'étant pas seulement un lieu d'accueil du public, la convention recteur-président du conseil régional portant sur les questions d'orientation prévue par l'avant-projet de loi est très complexe.



L'ANDCIO préconise donc une réflexion nationale sur une convention cadre Etat-région sur l'orientation. Cela éviterait notamment qu'il existe de trop fortes disparités sur le territoire, tout en laissant la place aux particularités et initiatives régionales existantes.

### **Des régions se seraient aussi dites réticentes face à ce transfert ?**

Certaines ont développé des structures qui mettent les partenaires en réseau. C'est le cas de Rhône-Alpes, de l'Aquitaine et de la Bretagne, avec des structures différentes.

Il s'agit d'un GIP en Rhône-Alpes, d'une association en Aquitaine. Ces structures ont montré tout leur intérêt, et les régions ne veulent pas y renoncer.

L'orientation scolaire constitue aussi quelque chose de complexe et les régions qui ne disposent pas de ce type d'outils se sentent quelque peu désemparées.

### **Quelles sont vos requêtes en matière de statut des personnels ?**

Dans l'avant-projet de loi, la question des personnels est posée comme un préalable, alors qu'elle doit être pensée dans un second temps. Il faut une structure juridique à la hauteur des ambitions et qui puisse donner un vrai statut aux CIO et aux directeurs de CIO.

Nous souhaitons que les centres deviennent des établissements publics à caractère administratif gérés sur le plan matériel par les régions.

Il faut regarder d'abord ce qu'on transfère avant de savoir comment on le transfère. Le débat doit porter d'abord sur les missions et l'organisation, avant la gestion des personnels.

Des liens constants entre les établissements scolaires, les centres de formation pour apprentis (CFA), les missions locales, etc., sont nécessaires. Si nous disparaissions totalement de l'Education nationale, ils seraient rompus.

*Cet article est en relation avec le dossier*

- [Acte III de la décentralisation : la réforme pas à pas](#) - Dossiers d'actualité